



Il n'y a pas d'illusion à se faire quant à la portée de la résolution sur le Québec adoptée à la Chambre des Communes

Communiqué du Comité exécutif central du PCQ

Le Parti communiste du Québec (PCQ) ne se fait aucune illusion quant à la portée véritable de la motion adoptée lundi le 27 novembre par la Chambre des communes à propos du Québec.

Cette motion qui stipule que le peuple québécois est une nation, mais qui affirme en même temps le caractère uni du Canada (on peut sous-entendre également que ce caractère uni serait immuable), n'est en fait qu'une concession d'ordre linguistique.

Sur le plan politique, au niveau d'une éventuelle reconnaissance des droits du Québec, c'est en effet le statu quo puisque tous les grands partis politiques fédéralistes, représentés à la Chambre des communes, ont du même coup réaffirmé leur détermination à s'opposer à une éventuelle accession du peuple québécois à l'indépendance politique.

Tous les partis fédéralistes (y compris le NPD) continuent à nier ce qui est supposé être à la base de la reconnaissance des nations, soit leur droit de décider de leur propre avenir, y compris le droit de former un État distinct. Un droit reconnu par les Nations Unies mais que tous ces partis refusent d'appliquer ici pour le Québec.

Contrairement à ce qu'André Boisclair, le chef du PQ, affirme, on ne devrait s'attendre à aucun changement réel de la part d'Ottawa dans son approche vis-à-vis du Québec parce qu'au fond, rien n'a encore changé. Si André Boisclair veut y croire, c'est son affaire, mais nous, pour notre part, n'y croyons pas.

Qu'André Boisclair ait finalement accepté de signer avec l'ADQ et les libéraux provinciaux une résolution pour souligner le caractère positif de cette résolution était également son choix mais on pourrait également dire que ce choix était ... discutable, pour ne pas dire plus.

Le projet visant à mettre en place une Assemblée constituante et à entreprendre à travers le Québec une vaste consultation au sein de la population québécoise à propos de ce que devrait justement être l'avenir du Québec, est à notre point de vue la meilleure approche à suivre pour relancer la lutte pour l'indépendance nationale du Québec. Nous sommes très heureux du fait que *Québec solidaire* vient de faire sienne ce projet; cela s'est passé alors que *Québec solidaire* tenait la fin de semaine dernière un congrès spécial pour entériner ses principaux engagements électoraux en vue de la prochaine élection générale, au Québec. Voilà, de loin, une nouvelle politique bien plus prometteuse que tout ce que les principaux politiciens du Canada anglais, siégeant à Ottawa, pourraient nous dire.

Le seul véritable élément positif dans la motion adoptée par la Chambre des communes réside dans le fait que jamais ces partis fédéralistes n'auraient accepté de faire front commun et de voter ainsi en faveur d'une telle motion s'ils n'avaient pas eu peur, au départ, qu'une telle remobilisation de la part du mouvement indépendantiste se concrétise éventuellement. Tout cela devrait nous encourager dans notre démarche pour réaliser effectivement l'indépendance du Québec.

En parallèle, on ne peut que se réjouir de la déconfiture des libéraux fédéraux dans les toutes récentes élections partielles de Repentigny; ceux-ci sont en effet arrivés loin en arrière, au 4^e rang (derrière le NPD, ce qui n'est pas peu dire). Le résultat plutôt faible des conservateurs (malgré le parrainage de cette fameuse résolution sur le Québec par le Premier ministre Stephen Harper) – ils n'ont finalement obtenu que 18% des voix -- démontre en même à quel point les conservateurs continuent à être assez largement boudés par la majeure partie de l'électorat québécois.

Le 1er décembre 2006